L'évaluation des politiques publiques, un milieu professionnel en formation ? Genèse et contribution de la société française de l'évaluation

Programme evaluation, a professional environment in the making? French society evaluation: genesis and contribution

Nicolas Matyjasik

Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/pmp/6989>

ISSN: 2119-4831

Publisher

Institut de Management Public (IDPM)

Printed version

Date of publication: 1 January 2014

Number of pages: 123-139

ISBN: 978-2-7430-1995-2

ISSN: 0758-1726

Electronic reference

Nicolas Matyjasik, « L'évaluation des politiques publiques, un milieu professionnel en formation ? Genèse et contribution de la société française de l'évaluation », *Politiques et management public* [En ligne], Vol 31/1 | 2014, mis en ligne le 10 décembre 2016, consulté le 24 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/pmp/6989>

L'évaluation des politiques publiques, un milieu professionnel en formation ? Genèse et contribution de la société française de l'évaluation

07

► **Nicolas Matyjasik**

*Chercheur, Institut de la Gestion Publique et du Développement Économique (IGPDE),
11 rue des deux communes, 93558 Montreuil
Maître de conférences associé à Sciences-Po Lille*

Résumé

Depuis une vingtaine d'années, l'évaluation des politiques publiques se développe en France, aussi bien dans les institutions de l'État central que dans les collectivités territoriales. Cette diffusion laisse entrevoir la spécialisation d'acteurs publics et privés ainsi que la formation d'un milieu professionnel qui défend ses intérêts. Dans cette perspective, une association, la Société Française de l'Évaluation (SFE), joue un rôle particulier dans la professionnalisation des acteurs et la formation d'un espace social de savoirs.

© 2014 IDMP/Lavoisier SAS. Tous droits réservés

Mots clés : association, consultants, évaluation, institutionnalisation, politiques publiques, professionnalisation.

Abstract

Programme evaluation, a professional environment in the making ? French society evaluation: genesis and contribution. From twenty years approximately, programme evaluation is developing in France, in the central State institutions and also in the local governments. That diffusion means that public and private actors are beginning to specialize and been formed, with the aim of defending their interests. In this perspective, the association named French Evaluation Society, plays a particular role in the professionalization and the formation of a social new space of knowledge.

© 2014 IDMP/Lavoisier SAS. Tous droits réservés

Keywords: association, consultants, institutionalization, professionalization, programme evaluation, public policy.

Introduction

L'évaluation des politiques publiques apparaît en France dans la deuxième moitié du XX^e siècle, au gré des politiques de réforme de l'État (Bezes, 2009). On connaît notamment les modalités de son importation (Spencehauer, 1998) ainsi que certaines formes de son institutionnalisation (Jacob, 2005) et de son développement (Perret, 2008).

Les années 1990 sont ainsi marquées par la mise en place, puis la refonte, d'un dispositif interministériel qui se met en place dans la veine de la circulaire « Rocard » sur le renouveau du service public (Audebrand, 1999) ; les règles imposant l'évaluation dans l'espace infranational se multiplient tout en devenant de plus en plus contraignantes (Fontaine, 1999). Ces initiatives se renforcent à différentes échelles de gouvernement et laissent entrevoir la spécialisation d'acteurs publics et privés (Matyjasik, Méasson, 2006). Certains d'entre eux, les plus militants, se regroupent pour réfléchir à l'opportunité de défendre leurs intérêts professionnels et de fédérer les individus, de plus en plus nombreux, qui se positionnent dans le champ de l'évaluation (Barbier, 2010).

C'est ainsi qu'apparaît, en 1999, une Société Française de l'Évaluation (SFE) qui regroupe des individus autour de la croyance en l'utilité de l'évaluation des politiques publiques et de son déploiement dans les organisations publiques. Celle-ci s'inscrit dans un réseau plus vaste d'associations d'évaluation¹ qui se structurent, depuis le début des années 1990, dans le monde (Furubo, Rist et Sandahl, 2002).

À ce titre, il paraît possible d'appréhender ces associations nationales comme « élément définitionnel important » pour mesurer le degré de maturité d'institutionnalisation (Varone, Jacob, 2004) de l'évaluation, car elles participent au développement de cet instrument d'action publique (Lascoumes, Le Galès, 2005). Cela notamment en raison de leur caractère de « communauté épistémique » (Haas, 1992), entendue comme un réseau de professionnels disposant d'une compétence reconnue dans un domaine particulier (Muller, Surel, 1998).

Nous postulons donc que la SFE constitue un traceur pertinent des compositions et des mouvements qui sont intervenus ces dernières années dans le champ de l'évaluation des politiques publiques en France et qu'elle contribue au renforcement de cette modalité de gouvernement. Ainsi, en cherchant à être un lieu de rencontre et de débat des praticiens de l'évaluation (Tourmen, 2008), elle pourrait jouer un rôle dans la formation d'un milieu et dans sa représentation. Le détour par une analyse de cette organisation est l'occasion de jauger la cristallisation de codes spécifiques à l'évaluation avec la reconnaissance de méthodes communes et la stabilisation d'un langage.

¹ En 2014, on dénombre plus d'une centaine de sociétés d'évaluation de programmes et politiques publiques dans le monde. Les deux principales sont situées en Amérique du Nord. Il s'agit de la Société Américaine d'Évaluation (AEA), fondée en 1987 (environ 7 500 membres) et de la Société Canadienne d'Évaluation (SCE) fondée en 1991 (environ 2 000 membres). En Europe, on observe une vingtaine de sociétés qui se sont organisées suite à la création d'une Société Européenne d'Évaluation (European Evaluation Society) en 1994. La société anglaise, UK Evaluation Society (1994), la Société Suisse d'Évaluation, SEVAL, (1994) et la société allemande, la DEGEVAL Deutschland Gesellschaft für Evaluation (1997) en sont les plus actives. Le reste des sociétés d'évaluation se situe principalement dans les « pays du sud », notamment en Afrique où elles sont fédérées par l'African Evaluation Association (AFREA) créée en 1999. Elles reprennent, pour se qualifier, la terminologie de « suivi/évaluation » véhiculée par les bailleurs de fonds internationaux. On retrouve, par exemple, le Réseau Nigérien de Suivi et d'Évaluation (ReNSE) fondé en 1999.

En considérant la SFE comme un producteur collectif de savoir et d'expertise (Hassenteufel, 2008), nous chercherons alors à comprendre les modalités de sa contribution au champ évaluatif. Opère-t-elle une représentation des acteurs ? De par ses activités, participe-t-elle à la défense de leurs intérêts ainsi qu'à leur professionnalisation ?

Nous étudierons tout d'abord les ressorts de la formation de la SFE qui nous permettront ensuite de voir comment ils orientent son action dans le champ de l'évaluation des politiques publiques.

Méthodologie de la recherche

Cet article se fonde principalement sur les résultats d'un travail de thèse pour lequel nous avons « fréquenté », de 2005 à 2010, les espaces où se rassemblent et échangent les acteurs de l'évaluation des politiques publiques en France.

Dans ce cadre, nous avons opté pour une stratégie de recherche qui multiplie les méthodes d'enquête susceptibles de rendre compte, dans l'espace et dans le temps, du déploiement de l'évaluation.

La recherche s'appuie sur des observations directes et participantes, soixante-six d'entretiens semi-directifs menés auprès des acteurs de l'évaluation en France (consultants, fonctionnaires de collectivités territoriales, fonctionnaires d'État, chercheurs) et une enquête par questionnaire.

À titre liminaire, notons que la première difficulté à laquelle nous avons été confrontés en entamant cette recherche est le caractère technique de notre objet. L'évaluation des politiques publiques possède ses méthodologies et ses codes bien établis. Pour réussir à maîtriser le domaine et dans un souci d'« empathie avec les indigènes de l'évaluation », nous avons donc commencé par décoder les ressorts de leur langage.

Ce « coût d'entrée » paraissait nécessaire pour saisir ensuite plus efficacement les propos de nos interlocuteurs lors des investigations. Maîtrisant davantage les us et coutumes des acteurs, nous nous sentirions plus à même d'enquêter auprès d'eux. Après une analyse approfondie des manuels et de la littérature professionnelle (notamment les revues anglophones de type *Evaluation* ou *Journal of MultiDisciplinary Evaluation*), nous avons mis en place un système d'observation directe et participante (Cefai, 2003 ; Peneff, 1996) une forme de « recherche embarquée ».

Désireux de travailler « sur » l'évaluation mais d'appréhender de « l'intérieur » les mécanismes de production de l'action publique (Barbier, 2008), nous avons opté pour cette technique de collecte d'information même si, de fait, nous pouvions nous exposer à des critiques sur une « complicité intellectuelle avec l'objet » en raison de la proximité que nous étions susceptible d'entretenir avec notre terrain².

Nous défendons pourtant cette approche dans laquelle nous avons essayé de tenir une position de « neutralité axiologique » (Fassin, Bensa, 2008) et de nous inscrire dans les canons déontologiques d'une recherche en sciences sociales, « dire le vrai, dire ce que l'on croit sincèrement être la vérité, après s'être efforcé de l'approcher » (Barbier, 2008, p. 166), limitant au maximum les interférences avec notre objet, bien que celles-ci soient parfois inévitables du fait de l'observation.

² D'ailleurs, on soulignera, pour le cas français, que les analyses sont essentiellement venues de chercheurs qui étaient eux-mêmes « embarqués » dans une activité d'évaluation. Par exemple : Fontaine, 1999.

Très vite, dans le cadre de nos travaux de terrain, nous repérons une Société Française de l'Évaluation qui semble réunir les acteurs de ce secteur d'activité. Nous décidons d'y adhérer pour voir à l'œuvre les stratégies mais aussi collecter des données sur l'association et sur le « monde » de l'évaluation en général.

Dès 2005, nous participons aux manifestations et aux journées d'étude de cette association pour observer et repérer les différents protagonistes de ce milieu. Les différentes réunions étant aussi l'occasion de nous acculturer davantage à notre objet de recherche.

Grâce à nos présences aux manifestations, nous bénéficions de l'accès à l'ensemble des documents produits (communications, lettres aux adhérents, rapports moraux et financiers de l'association distribués lors des assemblées générales...) et pouvons voir, in situ, les échanges qui se codifient entre les membres de l'association.

Début 2007, nous sommes repérés par nos travaux de recherche et notre présence aux différents événements. Ayant pris connaissance de notre sujet de thèse, un des membres de la SFE nous contacte pour intégrer le conseil d'administration (CA) de l'association. Cette « opportunité de terrain » nous paraît alors offrir un excellent prisme pour poursuivre une nouvelle phase d'observation, conscient de la place privilégiée que nous pouvons avoir pour appréhender encore plus finement notre objet de recherche. Nous acceptons de nous présenter au CA et soumettons une candidature.

C'est ainsi que nous intégrons cette organisation à partir de novembre 2007. Nous participerons et observerons dès lors les séminaires internes du CA sur la période 2008-2010 (quatre par an dont un résidentiel de 2 jours à la campagne) et collecterons des données de première main sur l'association.

Dans ce contexte d'observation de lieux, nous avons pu comprendre l'évaluation en train de se faire. Notons enfin que les acteurs n'étaient pas informés de l'observation, mais conscients de notre activité de recherche (Demortain, 2005), afin de ne pas altérer leur comportement à notre égard.

1. De Rome à Marseille : genèse et affirmation d'une association d'acteurs de l'évaluation des politiques publiques

La SFE est impulsée par un petit groupe d'acteurs, historiquement présents dans le champ de l'évaluation depuis les années 1990, qui tente de l'organiser de manière plus structurante. Pour réaliser ce projet, ils se positionnent initialement dans un registre de scientificité pour affirmer leur légitimité à occuper ce champ et imposer leur association.

1.1. La cristallisation d'un noyau de « militants »

L'apparition de la SFE repose sur la combinaison de plusieurs facteurs. Des réseaux informels d'acteurs en charge d'évaluation de politiques publiques, structurés dans les années 1990, conditionnent ensuite l'adoption d'une forme plus pérenne et visible pour agréger leurs intérêts. C'est donc un embryon de réflexion qui émerge dans différents cercles de discussion avant de se consolider officiellement lors d'un colloque fondateur, autour de l'idée de créer un lieu de promotion et de défense de l'évaluation.

Une multiplication de scènes informelles de rencontre

Le développement institutionnel de l'évaluation dans les années 1980-1990 entraîne l'apparition de scènes où se rencontrent des acteurs engagés dans des processus d'évaluation au sein de leurs administrations respectives, notamment centrales (Spenlehauer, 1998).

On trouve des traces de ces clubs de réflexion à la Cour des comptes, avec le « Club Cambon », ainsi qu'au Ministère de la fonction publique au début des années 1990 avec le « Club de l'évaluation ». Ces scènes deviennent très rapidement des lieux de débats autour du développement de l'évaluation dans les administrations publiques (Club Cambon, 1988) et de la nécessité de faire progresser en qualité les travaux existants³. Elles permettent à des acteurs, principalement des hauts fonctionnaires, mais également à des consultants et à des universitaires, de se rencontrer et de faire émerger les prémices d'une conscience évaluative commune ; leur entremise dans la formation d'un milieu de l'évaluation est donc essentielle. Associées à une audience accrue de l'évaluation au sein des organisations publiques en France durant la décennie des années 1990, ces scènes informelles vont prendre davantage de consistance grâce à une réunion organisée lors du congrès de Société Européenne d'Évaluation (EES).

Le congrès de la Société Européenne d'Évaluation comme catalyseur

L'idée de fédérer, de manière plus structurée, les praticiens de l'évaluation en France fait son chemin dans les différents cercles de réflexion qui accompagnent la montée en puissance de cette thématique dans l'espace politico-administratif. Mais c'est lors d'un rassemblement de l'EES⁴ à Rome, en octobre 1998, qu'une impulsion décisive est donnée. L'appel de 1999 en vue de la création de la SFE mentionne à cet égard que : « Les participants français à la troisième conférence de la Société Européenne d'Évaluation, tenue à Rome les 29 et 30 octobre 1998, ont pris l'initiative de créer une Société Française de l'Évaluation ».

En regardant la genèse de cette rencontre, il apparaît qu'elle est le résultat d'une volonté, de certains acteurs, d'organiser la nébuleuse naissante du milieu de l'évaluation. Plus exactement, l'initiative est portée par des membres déjà actifs (et influents) dans ce champ d'activité en France, à savoir Jacques Toulemonde, directeur associé du cabinet de conseil EUREVAL⁵, membre à cette époque du conseil d'administration de l'EES, et surtout, Bernard Perret, fonctionnaire d'administration centrale, un des piliers de l'évaluation interministérielle en France, qui a été pendant huit ans le rapporteur du Conseil Scientifique de l'Évaluation (CSE), organe nodal du dispositif rocardien.

³ Cette réflexion se poursuit également au sein des collectivités territoriales. On peut, par exemple, citer le cycle supérieur de management de Fontainebleau mis en place par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) pour sensibiliser les fonctionnaires territoriaux aux outils du management public (Thoenig, 1994).

⁴ L'EES est créée en 1994, à La Haye, sous l'impulsion de la Cour des comptes des Pays-Bas. Son objectif est de faire progresser la théorie, les pratiques ainsi que de permettre une meilleure utilisation des évaluations. Elle se greffe sur la dynamique d'évaluation imposée par l'Union européenne et participe à l'émergence d'une nébuleuse de sociétés nationales d'évaluation en Europe.

⁵ Économiste de formation (Université de Paris-Sorbonne et Institut d'économie scientifique de Lille), Jacques Toulemonde est co-fondateur d'EUREVAL. Très positionné dans les réseaux internationaux de l'évaluation, il est membre à cette époque du conseil d'administration de l'EES. Son cabinet de conseil, EURAVAL, pionnier en matière d'évaluation des politiques publiques s'est constitué, au début des années 1990, à partir du laboratoire CEOPS (Conception d'Évaluation pour les Organisations et les Politiques publiques) de l'École Nationale des Travaux Publics de l'État.

En effet, ces deux instigateurs organisent une rencontre à Rome, en marge d'un colloque européen, qui permet de faire le point sur l'atonie du dispositif interministériel d'évaluation et d'échanger sur les modalités d'action pour poursuivre la dynamique engagée. Elle est aussi l'occasion de s'interroger sur la nécessité de rassembler des professionnels qui développent depuis les débuts des années 1990 des savoir-faire spécifiques. Les acteurs présents, communément nommés « le groupe constituant de la SFE », décident alors d'organiser un colloque fondateur pour poser les bases d'une nouvelle organisation apte à promouvoir l'évaluation en France⁶.

Des premiers entrepreneurs de cause : évaluation et démocratie

La SFE est officialisée à Marseille en juin 1999 lors d'un colloque qui fédère plus de deux cents participants ainsi que des personnalités influentes exerçant (ou ayant exercé) des responsabilités dans le domaine (notamment Jean Leca, Professeur à Sciences Po Paris, Éric Monnier, directeur du cabinet EUREVAL, Jean-Pierre Nioche, Professeur à HEC, ou encore Yves Cousquer, nouveau président du Conseil National de l'Évaluation). L'assemblée constitutive, qui se tient, acte la création d'une association qui a « pour vocation de regrouper les personnes directement concernées par l'évaluation dans leur activité professionnelle, de fédérer les différentes tendances de l'évaluation des politiques publiques et de contribuer au développement d'une évaluation de qualité »⁷.

Dès le départ, les promoteurs du projet associatif, dans la continuité de leur échange à Rome, donnent une impulsion militante : « La SFE défend l'intérêt général. L'évaluation y est un enjeu militant car elle participe à la modernisation des services publics et au renouveau de la démocratie. Ce sont des valeurs partagées... »⁸. Pour eux, l'évaluation n'est pas perçue comme une simple technique de gestion (comme le contrôle ou l'audit par exemple) mais plutôt comme un levier permettant de nourrir le débat démocratique et de rendre des comptes aux citoyens ; elle est connotée très positivement comme un « idéal gestionnaire et démocratique » à atteindre.

De par leurs trajectoires socioprofessionnelles et leur proximité avec la « deuxième gauche », ils puisent allègrement leur vision dans la conception dite « démocratique » de Patrick Viveret, retravaillée ensuite par le CSE dans l'élaboration de sa doctrine pluraliste, fortement inspiré par les expériences américaines (Guba, Lincoln, 1989). Rapidement définie, cette vision tisse ensemble le « constat analytique » selon lequel le déploiement d'une politique publique est toujours le résultat d'interactions multiples entre des acteurs sociaux, avec l'« appréciation normative » selon laquelle la meilleure évaluation est pluraliste car négociée et associant les partenaires pertinents d'une politique publique, celle-ci permettrait ainsi une meilleure efficacité et légitimité des opérations d'évaluation (Guba, Lincoln, 1989, p. 123-124).

Dès le départ, la SFE décide donc de retenir une conception de l'évaluation, qualifiée d'évaluation « à la française » (Duran, Monnier, Smith, 1995), qui ne fait pas l'unanimité au sein de la communauté internationale (Toulemonde, 2000) structurée essentiellement autour des impératifs de nouvelle gestion publique (Furubo, Rist et Sandahl, 2002).

⁶ Outre Bernard Perret et Jacques Toulemonde, sont notamment présents Jean-Claude Barbier (Centre d'Études et de l'Emploi), Maurice Baslé (Université de Rennes 1), Annie Fouquet (DARES), Claire Guignard-Hamon (Conseil Scientifique de l'Évaluation), Jacques Horaist (Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais), Marie-Claude Malhomme (Conseil Régional de Lorraine) ou encore Eric Monnier (EUREVAL).

⁷ Comme nous l'indique le compte-rendu de ces journées.

⁸ Extrait d'entretien avec un ancien membre du CSE, Paris, mars 2006.

D'aucuns diront que la SFE constitue surtout « une caisse de résonance des travaux du CSE » pour souligner la filiation des deux entités. Filiation d'ailleurs visible dans le premier Conseil d'Administration (CA) de douze membres, formé pour deux ans, qui est élu lors de cette manifestation. Présidé par un universitaire, Maurice Baslé⁹, sa composition reflète une proximité plus ou moins affirmée avec le CSE. On retrouve ainsi des acteurs qui ont collaboré soit directement avec le CSE au niveau central, notamment Bernard Perret, soit qui ont participé aux travaux organisés par l'État pour promouvoir l'évaluation dans l'espace infranational (Marie-Claude Malhomme de la Région Lorraine ou Jacques Horaist, conseiller de chambre régionale des comptes mis à disposition de la Région Nord-Pas-de-Calais, par exemple).

1.2. La SFE, un lieu de rassemblement des acteurs de l'évaluation en France ? Habits d'une société savante et difficultés d'une représentation « globale »

Disposant d'un statut associatif (de type loi 1901), les fondateurs de la SFE choisissent de prendre le vocable plus légitimant de société savante pour se qualifier et imposer une certaine substance. Ils adossent ses premiers pas au milieu universitaire¹⁰ et la font héberger, jusqu'en 2002, par un centre de recherche, le Centre d'Études et de l'Emploi, dirigé par Annie Fouquet¹¹. Malgré cette assise, il est intéressant de noter que la SFE nouera, par la suite, peu de relations avec le monde universitaire, bien qu'un « réseau de chercheurs » existe en son sein. Il semblerait que la faible fréquentation des chercheurs tienne au caractère somme toute professionnel de l'association qui paraît davantage comme un lieu de défense d'intérêts corporatistes qu'une arène de débat scientifique. Sentiment d'autant plus exacerbé par la conception évaluative défendue par la SFE qui la coupe des tenants d'une approche plus chiffrée et expérimentale qui se fédère aujourd'hui en France, notamment à l'École d'Économie de Paris et son institut des politiques publiques.

À cet égard, le projet de fédérer l'ensemble des acteurs de l'évaluation des politiques publiques est complexe. Les statuts professionnels de ceux qui l'exercent sont multiples (chercheurs, consultants, fonctionnaires...). Les lieux où l'évaluation se joue sont également hétérogènes, tant géographiquement (collectivités territoriales, ministères, organisations internationales...) que thématiquement (l'ensemble des secteurs de politiques publiques sont évalués : de la santé au social en passant par l'économie ou encore le développement durable). S'ajoute à cela le fait que l'évaluation regroupe une variété de disciplines académiques (science économique, science politique, sociologie, psychologie, etc.) qui n'ont pas, par essence, l'habitude de travailler ensemble (Barbier, Matyjasik, 2010).

Aujourd'hui, la SFE représente donc une certaine catégorie d'acteurs de l'évaluation. Comme le suggère Jean-Claude Barbier : « Face à la diversification et à la croissance du marché de l'évaluation, elle ne représente pas l'ensemble des acteurs sociaux concernés

⁹ Professeur d'économie à l'Université de Rennes 1, Maurice Baslé est spécialiste de l'évaluation territoriale. Il est président du conseil scientifique régional d'évaluation des politiques publiques de Bretagne depuis 1994. Il a également été Membre nommé au Conseil scientifique interministériel de l'évaluation des politiques publiques en France (1995-1999).

¹⁰ Cela est particulièrement visible dans le choix d'un universitaire pour présider à sa destinée.

¹¹ Administrateur de l'Insee, Haut fonctionnaire (Inspecteur Général des Affaires Sociales), et ancienne directrice de la DARES, Annie Fouquet est présente lors de la rencontre de Rome en 1998. Elle a été présidente de l'association de 2007 à 2011.

par l'EPP : c'est le cas notamment parce que certains secteurs de « politique sociale », qui pratiquent l'évaluation n'y sont pas – ou marginalement – représentés (ainsi, la politique d'éducation) ; mais la situation de représentativité limitée s'explique, aussi, par le fait que certains acteurs en sont absents ou y sont sous-représentés (par exemple les universitaires, les statisticiens) » (Barbier, 2010, p. 34).

Même si certains pionniers de l'association s'en défendent en estimant qu'elle « est une occasion d'alliance inespérée entre les jacobins et les Girondins de l'évaluation »¹², autrement dit entre les partisans d'une conception managériale et ceux qui se réclament d'une conception démocratique, force est de constater que ce sont plutôt les seconds qui sont prédominants. Dans la veine de l'écriture « militante » du projet de l'association, on retrouve en son sein des acteurs qui postulent essentiellement une vision spécifique de l'évaluation, à savoir « pluraliste ». Cela paraît découler du poids et du noyautage opéré par les fondateurs et les membres du groupe de travail en charge de la charte de l'évaluation (sur laquelle nous reviendrons dans quelques instants).

En outre, si on se penche, plus en détail, sur les caractéristiques des adhérents¹³, il est possible de voir que la SFE représente seulement une certaine portion des acteurs concernés par l'évaluation en France. Ainsi, après une période rapide de croissance, on dénombre 150 adhérents lors de la première année de vie de l'association, les effectifs se stabilisent pour stagner autour d'un « noyau dur » d'adhérents individuels oscillant autour de 300 personnes.

En regardant les évolutions, dans le temps, de la répartition des adhérents individuels, il est possible de mettre en lumière une représentation importante des consultants (plus d'un tiers des effectifs), dont le poids grandit depuis les débuts de l'association¹⁴. Les fonctionnaires issus de l'État ou des collectivités territoriales sont également présents pour une part relativement stable (approximativement un tiers des adhérents). Alors que la part de la recherche est très présente au début de l'association, elle ne cesse de diminuer (à peine 10 % des effectifs aujourd'hui). De plus, la structure des adhérents institutionnels¹⁵, autour de quatre-vingts entités aujourd'hui, dévoile une prédominance des collectivités territoriales et des cabinets de conseil.

Initialement fondée sur la volonté d'une représentation globale des acteurs de l'évaluation, la SFE penche donc vers deux catégories d'acteurs, les consultants et les fonctionnaires, qui opèrent essentiellement dans le champ de l'évaluation infranationale, comme le laisse entendre explicitement son ancienne présidente Annie Fouquet : « La SFE a été créée en 1999 et, au départ, elle était surtout fréquentée par les administrations centrales. Les collectivités y sont aujourd'hui le plus représentées »¹⁶.

Cette surreprésentation d'adhérents, aussi bien individuels qu'institutionnels, de l'évaluation infranationale s'explique notamment par un développement plus important de l'évaluation

¹² Extrait d'entretien avec un magistrat d'une Chambre régionale des comptes (CRC), ancien membre du conseil d'administration de la SFE, janvier 2008.

¹³ Les chiffres fournis ici sont issus des différents bilans effectués, chaque année, par la SFE lors de son assemblée générale ou lors du renouvellement de son projet associatif.

¹⁴ D'ailleurs, ce côté « privé » de la SFE est accentué en 2004 puisque qu'un consultant, Guy Cauquil, directeur associé d'un cabinet de conseil spécialisé en politiques sociales, accède à la présidence.

¹⁵ Selon l'article 6 des statuts de la SFE, ce sont « des unités telles que des laboratoires de recherche publics et privés, des sociétés de conseil, des écoles, des organismes publics (des collectivités territoriales, des services de l'État, des établissements publics) des organisations à but non lucratif, actifs dans le champ de l'évaluation au sens large ».

¹⁶ Extrait d'un « Entretien avec Annie Fouquet », *Gazette des communes* 1960, 8 décembre 2008, p. 28.

à ce niveau de gouvernement (Spencehauer, Warin, 2000) qui provoque une spécialisation d'acteurs privés et publics, plus susceptibles de venir garnir les rangs de l'association. De fait, cela rend plus délicat le projet d'élaborer une ligne globale et générique sans faire de traitement privilégié à telle ou telle catégorie. Dans l'édiction de normes professionnelles et dans la production des connaissances, la SFE s'expose alors à certaines tensions entre les différentes catégories d'acteurs qu'elle veut fédérer.

S'ajoute à cela une évolution générationnelle, avec le départ en retraite des premiers pionniers et l'arrivée de nouveaux adhérents qui s'inscrivent davantage dans une logique de recherche de services associatifs plutôt que sur le terrain de la militance (Nonjon, 2005).

2. Production de connaissances et tentatives de régulation du champ

Nous analyserons dans cette section le rôle plus ou moins direct et affirmé que la SFE joue dans le champ de l'évaluation. Nous verrons qu'après avoir établi des rites communs, elle tend à solidifier et à fermer le « milieu » de l'évaluation par l'élaboration d'un corpus de normes professionnelles. Sur cette base, nous montrerons comment elle essaye de mettre en place une stratégie de promotion de l'évaluation en France.

2.1. La mise en place de « rites évaluatifs »

La contribution de la SFE dans la structuration du champ de l'évaluation se matérialise initialement sous la forme de colloques, de journées d'études mais également de micro-scènes associatives qui ont pour vocation de permettre à une nébuleuse d'acteurs de se rencontrer, d'échanger et de produire des connaissances.

Des espaces de socialisation et d'interaction

Depuis ses débuts, la SFE développe une stratégie de mise en réseau des acteurs de l'évaluation en France par le biais de nombreuses rencontres professionnelles, à tel point que certains de ses détracteurs la qualifient de « boîte à colloque »¹⁷.

Depuis 1999, elle a organisé près d'une vingtaine de manifestations qui lui permettent de pénétrer l'espace public et de stabiliser son corpus théorique. Des colloques annuels s'interrogent sur des thématiques d'actualité en lien avec l'évaluation tandis que des journées d'études, plus régulières, essayent de défricher et de spécifier la notion d'évaluation dans une optique pédagogique (évaluation et activités voisines, suivi et évaluation de politiques...). Bien souvent, ces manifestations sont largement rentabilisées par la production d'une « littérature grise » et la publication des actes des journées d'études pour élaborer des normes communes¹⁸.

Ces différents lieux physiques sont autant de moments privilégiés de diffusion d'une vision et de socialisation aux normes de l'évaluation telles que reconnues légitimes par la

¹⁷ Extraits d'entretien avec l'associé d'un *big four*, Paris, juin 2006.

¹⁸ Ces écrits tentent d'être le pendant d'une revue qui n'existe pas pour l'instant à la différence des expériences nord américaines. Les revues scientifiques spécialisées en évaluation sont par exemple *Evaluation and Program Planning*, *Evaluation Review*, *Evaluation Practice*, *Evaluation: The International Journal of Theory, Research and Practice*.

SFE. Ils sont aussi des lieux stratégiques où l'association peut construire sa notoriété et son réseau. C'est notamment le cas avec le colloque de Strasbourg, en juillet 2008, organisé dans l'hémicycle du Parlement européen. Inscrit à l'agenda de la Présidence française de l'Union européenne, il lui permet de renforcer des liens avec de nombreux partenaires institutionnels (Assemblée Nationale, Ministère de la santé...) et de tisser une proximité avec la sphère politique. Le (nouveau) secrétaire d'État à la prospective et à l'évaluation, Éric Besson, y est présent pour introduire les travaux et parrainer la manifestation. Construit comme un véritable forum d'échange national et transnational, ce colloque est l'occasion pour la communauté française de l'évaluation de s'affirmer sur la scène européenne et de montrer son dynamisme.

Les différents espaces générés par ces rencontres permettent alors aux acteurs de l'évaluation de se rencontrer collectivement, de prendre conscience de leur spécificité comme groupe social (Lavignotte Guérin, 1999) et d'échanger sur leurs pratiques, comme nous l'indique ce consultant : « Moi, je pense que c'est un outil essentiel. C'est un lieu de croisement, de dialogue (...). Avant, c'était très difficile d'avoir des échanges pacifiés avec les commanditaires (...). Avoir des temps pour échanger, c'est très important »¹⁹.

Au-delà de la neutralité apparente et pacifiée des échanges, ces manifestations sont enfin des dispositifs commerciaux d'interaction entre prestataires privés et décideurs publics (Gervais, 2012), des salons commerciaux où fonctionnaires et consultants échangent des cartes de visite et peuvent faire respectivement leur « marché » (Matyjasik, 2013) dans le cadre de prestations futures.

Un maillage par des micro-scènes associatives

En plus des manifestations nationales, des groupes et des clubs, présentés comme les « chevilles ouvrières de l'association »²⁰, fonctionnent régulièrement pour baliser les territoires et les secteurs de politiques publiques où se joue l'évaluation.

D'un côté, on trouve les « clubs régionaux » qui rassemblent sur un territoire donné les membres de l'association et les sympathisants de la région. Généralement, ils se structurent autour d'une dynamique locale (Bérard, 2005). D'un autre côté, les principaux secteurs de politiques publiques traversés par des impératifs d'évaluation sont couverts (l'aide au développement, le développement durable, la culture, la santé...) ainsi que des questions plus transversales (les standards de qualité, la déontologie, l'utilité sociale, la participation...).

Ces micro-scènes associatives sont utilisées par la SFE comme des enceintes, des relais de production, de diffusion et d'échange de connaissances. Par le biais de cahiers thématiques qui visent à valoriser les travaux, elles permettent la diffusion d'expériences nationales et locales, ainsi que l'élaboration d'un corpus théorique et méthodologique commun. Une forme de stabilisation, dans l'espace et dans le temps, des acteurs acquis à sa cause.

D'ailleurs, pour capitaliser et fédérer davantage les travaux des groupes et clubs, en février 2005, un conseil de développement est créé. Se réunissant au moins une fois par an, il a pour mission de débattre collectivement de l'action et de la stratégie de l'association.

¹⁹ Extrait d'entretien avec un consultant senior dans une coopérative de conseil, Paris, mai 2006.

²⁰ Extrait du bilan des dix ans de la SFE, p. 3.

2.2. L'élaboration de normes pour organiser le champ

Pour stabiliser et renforcer un langage commun, entre les différents acteurs, la SFE opère plus directement un travail de régulation et d'imposition de normes applicables aux producteurs d'évaluations.

L'élaboration de standards professionnels est le premier chantier structurant auquel elle se confronte pour organiser le champ de l'évaluation en voie de constitution et déterminer des lignes de conduite garantissant le respect de normes de qualité (Nadeau, 1988). Elle envisage ensuite une délimitation du marché du travail de l'évaluation, en travaillant à la stabilisation d'un « référentiel métier » et à la mise en place d'une certification des professionnels.

La charte de l'évaluation des politiques publiques comme doctrine

La SFE, depuis son origine, promeut une certaine vision de l'évaluation avec ses codes, son organisation et ses règles. Dans cette optique, elle a élaboré une « Charte de l'évaluation des politiques publiques et des programmes publics », adoptée en 2003 puis actualisée en 2006, qui ambitionne de constituer l'énoncé de lignes directrices professionnelles et éthiques pour ceux qui participent à des opérations d'évaluation en France.

L'idée, présente dès le colloque de Marseille, se matérialise par la mise en place d'un groupe de travail nommé « standard et déontologie » en charge de la préparation d'un document répondant aux objectifs de l'article 3 des statuts qui est de « faire progresser les techniques et méthodes et de favoriser le respect des règles éthiques et procédurales propres à garantir la qualité des évaluations ainsi qu'un usage approprié des résultats ».

Sans revenir en détail sur les étapes de la constitution de la charte qui fait l'objet d'une introspection de ses rédacteurs²¹, il est important de souligner que son écriture ne suit pas un processus linéaire. Durant près de cinq ans, des débats internes naissent autour de différentes versions qui ne font pas consensus. De nombreuses critiques, sur le principe de « pluralité » mais aussi sur des questions plus techniques telles que la relation entre évaluateur et commanditaire d'évaluation (Patton, 1996), sont adressées lors des colloques et journées d'études de la SFE, où sont présentées les réflexions du groupe standard et déontologie (Barbier, 2010). Néanmoins, les travaux aboutissent à un document consensuel qui est mis en format « charte » en 2002 : « Après le débat animé du congrès d'Issy-les-Moulineaux, l'absence de débat, lors du colloque de Lille, et du fait du contexte de controverse latente, le groupe de travail et le bureau firent évoluer le texte d'Issy vers un texte plus court, visant à formuler des principes plutôt que des recommandations détaillées de normes de qualité, qui serait probablement plus aisée à faire admettre par les adhérents. Ceux-ci n'étaient d'ailleurs pas très mobilisés, à la différence des divers groupes de travail et clubs de la SFE, qui organisèrent, dans plusieurs régions, des débats autour du projet de charte » (SFE, 2005, p. 12).

À travers, cette charte, la SFE choisit donc, parmi d'autres, une conception spécifique, l'évaluation pluraliste. Ce choix dicté par des raisons stratégiques, fédérer le socle de ses adhérents, l'est aussi pour des raisons idéologiques : proposer une manière plus « qualitative »

²¹ « Ce premier cahier risque donc de rester atypique, de par son objet et de par sa dynamique : il s'agit en effet d'un récit et d'une certaine explicitation des positions prises par différents groupes d'évaluateurs : chacun devrait ainsi être en mesure de s'approprier les termes du débat, de s'y situer et de réfléchir aux divers possibles » nous disent-ils en préambule du cahier n° 1, op.cit.

de penser l'action publique, contrairement à la dérive quantophrénique (Bruno et Didier, 2013). Il est le résultat d'une influence certaine d'Eric Monnier, auteur d'un ouvrage²² sur le modèle pluraliste et membre du CSE, soutenu activement par Bernard Perret, rapporteur de cette instance et proche des réseaux rocardiens.

Dès lors, considérée comme une « doctrine » interne, la SFE organise une large campagne de publicité autour de sa charte qui devient un levier d'affirmation de sa conception de l'évaluation. Elle est également envisagée comme une modalité de faire respecter certains principes déontologiques, donc d'affirmation d'une activité professionnelle, et d'ériger indirectement une réglementation invisible du marché.

Progressivement, ce document gagne une audience certaine dont s'étonnent ses rédacteurs : « Les protagonistes de l'adoption et de la discussion de la charte de la SFE ont été étonnés, avec le recul d'une expérience de près de sept ans, donc relativement récente, par comparaison avec les sociétés sœurs, de constater l'importance symbolique croissante de la charte. Ce document est un marqueur de l'identité de la société, mais il va désormais bien au-delà et fait l'objet d'une reconnaissance croissante, même si la SFE n'a pas la prétention de représenter tous les types d'acteurs qui s'occupent en France d'évaluation » (Barbier, 2009). À ce propos, une enquête de la SFE précise que la charte est de plus en plus lue et utilisée, surtout pour « réfléchir sur l'évaluation ». Selon les enquêtés, elle devient un « outil de protection de la profession, de gestion de la profession », « très intéressante surtout pour la pluralité ». Elle permet ainsi de « clarifier les idées », de « formaliser », « quand il y a un consultant en face de nous »²³.

Son utilisation semble alors en expansion aussi bien du côté des commanditaires que des prestataires d'évaluation qui l'annexent de plus en plus aux cahiers des charges et aux propositions commerciales. Un consultant nous expliquant le rôle joué par cette dernière pour acculturer ses clients publics : « Je m'efforce à chaque fois de la mettre en annexe des offres auxquelles je réponds en matière d'évaluation... Je considère que c'est un élément important de l'acculturation et... Un peu un socle sur lequel on peut se reposer... Ces types de travaux sont tout à fait indispensables, pour justement, avancer vers plus de maturité »²⁴.

Malgré cette pénétration dans l'activité des praticiens, le caractère volontaire et non contraignant de la charte limite l'acclimatation progressive à une délimitation professionnelle qui semble poser problème aux membres de l'association.

Des tentatives avortées de délimitation du métier : la labellisation en question

Ce travail de codification de normes applicables par les acteurs de l'évaluation se poursuit dans plusieurs directions liées plus directement à l'affirmation d'un métier.

Après avoir défini les bases d'un « référentiel métier », la SFE conduit une réflexion sur la possibilité de réserver le marché professionnel à des individus disposant de certaines compétences, on parle alors de labellisation²⁵.

Un groupe « métier » voit le jour, en novembre 2003, à l'initiative de plusieurs fonctionnaires territoriaux en charge d'évaluation. Son objectif est de faire reconnaître « les métiers » de l'éva-

²² À savoir : *Évaluation de l'action des pouvoirs publics* 2^e éd 1992, Édition Economica, Paris.

²³ Enquête sur « l'appropriation de la Charte de la SFE par ses destinataires immédiats », menée en juin 2005 pour le compte du groupe « Standards de qualité et déontologie ». Présentation à l'Assemblée générale de la SFE du 14 novembre 2005.

²⁴ Extrait d'entretien avec un consultant senior, Paris, mai 2006.

²⁵ On retrouve par exemple ce phénomène au Canada.

luation des politiques publiques et de repérer les variétés de professionnels qui y contribuent. La réflexion peine à démarrer et c'est finalement sur la base d'un autre chantier que vont être lancés les premiers travaux. Sous l'impulsion de Maurice Baslé et d'une jeune chercheuse en sciences de l'éducation, un projet de « référentiel métier » de l'évaluation est engagé, visant à « définir les composantes spécifiques d'un métier, à savoir les missions des postes correspondants, les tâches réalisées et les compétences nécessaires. Il sert d'outil de références pour fixer les concours du métier, en vue de faciliter la gestion du personnel et la formation » (Tourmen, 2008). Ce document qui codifie les tâches des « évaluateurs de politiques publiques » essuie beaucoup de résistances internes au sein des membres de l'association mais également au sein de son conseil d'administration qui n'approuve pas la création d'un corps spécifique des évaluateurs, de peur de fermer un domaine d'activité qui est à peine en train de se stabiliser. Ces différentes oppositions enterrent alors le projet de référentiel qui ne sera jamais diffusé.

Bien que cette tentative soit infructueuse, la question de la labellisation, autrement dit l'attribution d'une autorisation à évaluer, revient avec une acuité certaine chez ses membres, aussi bien commanditaires publics que consultants, qui perçoivent l'association comme un régulateur potentiel d'un marché très disparate et hétérogène où la possibilité d'acquérir un « label » permet de se distinguer (Boussard, 2008).

Le débat suscitant un vif engouement, une mission de réflexion est confiée, fin 2007, à deux membres du conseil d'administration et met en lumière les difficultés que soulève la mise en place d'une labellisation. La plus importante est liée à la composition de la SFE, mêlant commanditaires et prestataires d'évaluation, qui la placerait en position de « juge » et « partie ». Ces divers points incitent alors l'association à ne pas entamer un processus de création d'un dispositif de labellisation. Toutefois certaines pistes sont envisagées pour répondre aux attentes des commanditaires et tenter d'empêcher une « auto labellisation », notamment la possibilité d'introduire des droits et devoirs liés à l'adhésion à l'association.

Cet épisode est assez symptomatique des difficultés que connaît la SFE pour organiser le champ des acteurs de l'évaluation et engager des chantiers structurants relatifs à la définition d'un métier de l'évaluation, hormis une charte sans force contraignante. La répartition de ses adhérents rendant difficile une entente commune autour d'enjeux spécifiques. Les intérêts, notamment mercantiles, des consultants, n'étant pas ceux des commanditaires et inversement. C'est donc sur le terrain de la promotion externe de l'évaluation qu'elle oriente aujourd'hui, en partie, ses travaux.

2.3. Une promotion de l'évaluation dans l'espace public

La SFE développe depuis 2007 une stratégie plus offensive de promotion de l'évaluation. Elle essaye de gagner davantage en reconnaissance, en intervenant plus directement dans les débats publics. Elle semble braconner, à cet égard, sur les terres des groupes d'intérêts (Saurruger et Grossman, 2006), pour désormais influencer les pouvoirs publics à adopter cette nouvelle façon de gouverner²⁶.

²⁶ L'absence de la SFE sur ce terrain avait été soulignée par certains de ses membres : « je suis déçu par la SFE parce qu'elle refuse d'être cet acteur d'influence pour imposer l'évaluation dans le paysage public. Elle l'impose par certains de ces membres au sein de quelques collectivités mais elle ne le fait pas collectivement pour pousser le Parlement, qui avec la LOLF pourrait être un acteur clef, à prendre en main l'évaluation » nous dira le responsable du secteur public au sein d'un *big four* lors d'un entretien à Paris en juin 2006.

Un positionnement plus affirmé dans le champ politico-administratif ?

Pour promouvoir sa vision, la SFE participe davantage aux débats qui entourent l'évaluation. Elle s'appuie notamment sur des acteurs relais, symboliquement situés, pour être plus visible et lisible dans l'espace politico-administratif. Des collaborations régulières sont notamment mises en place avec le cercle de la réforme de l'État présidé par Yves Cannac, haut fonctionnaire et membre du Conseil économique et social, créé en 2006, qui regroupe des fonctionnaires désireux d'un État efficace ou avec la Cour des comptes dans le cadre de séminaires conjoints.

La SFE se rapproche également des acteurs centraux nouvellement en charge d'évaluation à la fin des années 2000, le secrétariat d'État puis le ministère du Budget, pour y faire valoir son point de vue et promouvoir l'évaluation. Des connexions sont établies et se poursuivent avec le rattachement de la mission « évaluation des politiques publiques » au ministère du Budget puis au Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP) en 2012.

Ce travail relationnel et de visibilité dans l'espace public semble d'ailleurs porter ses fruits, si on en croit les sollicitations massives qui parviennent à l'association comme l'indique un rapport moral : « la Commission Parlementaire chargée de l'évaluation des politiques de l'emploi, la Cour des Comptes, Le Centre d'Analyse Stratégique, l'ANESM (Agence Nationale pour l'Évaluation Sociale et Médico-Sociale), la Direction Générale du Trésor... La SFE est désormais un acteur incontournable dans les débats publics sur le devenir de l'évaluation dans notre pays. Les multiples sollicitations reçues par les membres du Bureau pour participer à des colloques ou assemblées générales en témoignent : il serait trop long de les citer tous ici ».

S'ajoute à cela, une intervention plus directe sur la scène politique, notamment lors des échéances électorales des printemps 2007 et 2012. Tout d'abord, en organisant, en 2007, un peu avant les élections législatives, un séminaire avec distribution de kit de communication sur l'évaluation à destination des élus. Ensuite, en rédigeant une lettre adressée à l'ensemble des candidats aux deux dernières élections présidentielles (2007 et 2012) pour leur demander leur vision sur cette modalité de gouvernement. Certaines réponses feront l'objet d'une publicité certaine, notamment celles de François Hollande et de Nicolas Sarkozy. Dans la continuité de ce nouveau positionnement, la SFE essaye de poursuivre une politique assez réactive sur l'actualité de l'évaluation par le biais de communiqués de presse. C'est par exemple le cas lors du remaniement ministériel qui ampute le gouvernement du secrétariat en charge de l'évaluation : « La SFE attire l'attention sur les effets néfastes de cette disparition. Elle appelle à une nouvelle et forte prise en charge par le Gouvernement de l'évaluation des politiques publiques »²⁷.

Ces différentes prises de position ouvrent une voie nouvelle pour l'association qui ne se contente plus seulement d'organiser le champ des praticiens de l'évaluation mais se place sur un terrain plus revendicatif de promotion de l'évaluation, une forme d'« évangélisme » (Gervais, 2012). Cette stratégie nécessite alors de puiser dans des répertoires d'action différents, pour ne pas être perçu comme un « club » professionnel mais plutôt comme un lobby (Hassenteufel, 2008). C'est tout l'enjeu du travail de conversion au bien-fondé de l'évaluation.

²⁷ Communiqué de presse de la SFE en date du 9 février 2010.

Un travail de conversion à la « culture » de l'évaluation

L'affirmation d'une stratégie de positionnement dans les débats publics ou spécialisés s'accompagne d'un travail de conversion au bien fondé de l'évaluation et à la nécessité de son développement. Dans cette optique, la SFE s'appuie sur son site internet, vitrine technologique utilisée pour sensibiliser et acculturer à l'évaluation, notamment par le truchement d'un espace pédagogique permettant de découvrir les rudiments de l'activité évaluative. Outre les productions de la SFE (ouvrages, Charte,...), on retrouve des documents produits par l'ancien dispositif interministériel de l'évaluation, ce qui corrobore la filiation « idéologique » entre les deux entités.

Vient se greffer un travail de capitalisation et de recensement puisqu'un observatoire, créée en 2013, est également disponible sur ce portail. Avec plus de 1 000 références dans sa base de données, il est censé donner une vue d'ensemble des pratiques et mettre en exergue la production en la matière.

Ce travail de conversion, qui vise particulièrement les acteurs de la sphère publique, est accentué par d'autres initiatives. À l'endroit des élus, tout d'abord, qui sont repérés comme points d'ancrage nécessaires pour aider au portage institutionnel de l'évaluation. Lors des colloques annuels, une attention particulière leur est apportée avec un atelier spécifique de sensibilisation, auquel s'ajoute la mise à disposition d'un guide pratique. À cet effet, l'entrée d'un élu, Maire-adjoint de Montreuil, au conseil d'administration en juin 2010, puis d'une conseillère municipale de la ville de Grenoble, témoigne du rôle politique dans la diffusion de l'évaluation que la SFE veut acquérir.

Après des fonctionnaires ensuite. La SFE accentue son action à ce niveau afin de démythifier l'évaluation, souvent mal perçue par les agents administratifs. Des liens sont notamment créés avec des associations de collectivités territoriales (Association des départements de France, Association des communautés urbaines de France...) pour intervenir dans leurs groupes de travail considérés comme autant de potentielles caisses de résonance pour convertir la sphère infranationale à l'évaluation des politiques publiques. La SFE élabore enfin des ressources cognitives à destination des acteurs publics, notamment pour qu'ils achètent intelligemment des formations à l'évaluation.

En replongeant dans les statuts originaux de la SFE, nous comprenons dès lors pourquoi elle se déclare avoir comme objectif de « rendre intelligible l'évaluation auprès de tous décideurs, agents d'exécution et usagers et œuvrer pour la reconnaissance de la spécificité de l'évaluation et sa distinction des métiers du contrôle, de l'audit ou de l'inspection ».

Conclusion

La SFE, association qui souhaite fédérer l'ensemble des acteurs de l'évaluation en France, est originellement impulsée par des acteurs « militants » qui la configurent dans une orientation assez sensible aux thèses de Patrick Viveret et du Conseil Scientifique de l'Évaluation. À cet égard, nous avons fait remarquer que sa création dépendait notamment des errements institutionnels de l'évaluation au plus haut sommet de l'État.

En nous penchant sur le rôle de la SFE, nous avons alors pu mettre en lumière sa participation à la stabilisation d'un champ professionnel. Elle offre des espaces de socialisation aux acteurs, adossés à l'élaboration de normes (la Charte de l'évaluation notamment).

Néanmoins, la représentation partielle des acteurs qu'elle opère rend ardue l'émergence d'une conscience commune de groupe tant les intérêts de ses membres paraissent hétérogènes. La difficulté de mener une réflexion sur les métiers de l'évaluation est, de ce point de vue, un exemple assez symptomatique des résistances rencontrées. En effet, les acteurs de l'évaluation (consultants, fonctionnaires, chercheurs...) sont englobés dans une association qui n'est pas exclusivement dédiée à leur pratique mais les intègre dans une démarche « œcuménique » de regroupement des praticiens de l'évaluation en France. Cela semble notamment avoir pour conséquence de limiter le rôle de la SFE ainsi que son audience.

Au final, cet article consacré à l'évaluation des politiques publiques nous a permis de montrer que l'espace professionnel était divisé en plusieurs sous-groupes de praticiens qui tendaient aujourd'hui à collaborer et à se reconnaître légitimes. Pourtant, la fragmentation de leurs intérêts professionnels suggère une relative faiblesse du « milieu » qui n'est pas encore capable de peser durablement sur le développement de l'évaluation en France.

Bibliographie

- AUDEBRAND E., (1999). L'évaluation en réforme : la relance du dispositif national d'évaluation des politiques publiques. Mémoire de DEA, ENS Cachan.
- BARBIER J.-C., (2008). *La longue marche vers l'Europe sociale*. PUF, Paris.
- BARBIER J.-C., (2009). La charte de la Société française de l'évaluation : des principes pour les participants à l'évaluation des politiques et des programmes publics. *Actualité et Dossier en Santé Publique* 69, 30-31.
- BARBIER J.-C., (2010). Éléments pour une sociologie de l'évaluation des politiques publiques en France. *Revue Française des Affaires Sociales* 101, 25-49.
- BARBIER J.-C., MATYJASIK N., (2010). Évaluation des politiques publiques et quantification en France : des relations ambiguës et contradictoires entre disciplines. *Revue française de socio-économie* 5, 123-140.
- BERARD Y., (2005). De la ville comme objet de recherche aux experts comme acteurs des politiques urbaines : le cas de l'agglomération rennaise. *Droit et société* 60, 411-426.
- BEZES P., (2009). *Réinventer l'État. Les réformes de l'administration française (1962-2008)*. PUF, Paris.
- BOUSSARD V., (2008). *Sociologie de la gestion. Les faiseurs de performance*. Éditions Belin, Paris.
- BRUNO I., DIDIER E., (2013). *Benchmarking. L'État sous pression statistique*. Zones, Paris.
- CEFAI D., (2003). *L'enquête de terrain*. La Découverte, Paris.
- CLUB CAMBON, (1988). Compte rendu de la journée d'étude du 17 octobre 1987 du Club Cambon sur l'évaluation des actions publiques. *Politiques et management public* 6 (2), 95-186.
- DEMORTAIN D., (2005). Le lobbying à Bruxelles, ou la politisation comme métier (observation). *Terrains & Travaux* 8, 34-52.
- DURAN P., MONNIER E., SMITH A., (1995). Évaluation à la française. *Evaluation, The International Journal of Theory, Research and Practice* 1 (1), 45-63.
- FASSIN D., BENSAA., (dir.), (2008). *Les politiques de l'enquête. Épreuves ethnographiques*. La Découverte, Paris.
- FONTAINE J., (1999). Quels débats sur l'action publique ? Les usages de l'évaluation des politiques publiques territorialisées In FRANCOIS B., NEVEU E., (dir.), *Espaces Publics Mosaïques*, PUR, Rennes, 285-305.
- FURUBO J.-E., RISTR., SANDAHL R., (dir.), (2002). *International Atlas of Evaluation*. Transaction Publishers, New Brunswick and London.
- GERVAIS J., (2012). Les sommets très privés de l'État Le Club des acteurs de la modernisation et l'hybridation des élites. *Actes de la recherche en sciences sociales* 194, 4-21.

- GUBA E.G., LINCOLN Y.S., (1989). *Fourth Generation Evaluation*. Sage, Beverly Hills.
- HAAS P., (1992). Introduction: Epistemic Communities and International Policy Coordination. *International Organization* 46 (1), 1-35.
- HASSENTEUFEL P., (2008). *Sociologie politique : l'action publique*. Armand Colin, Paris.
- JACOB S., (2005). La volonté des acteurs et le poids des structures dans l'institutionnalisation de l'évaluation des politiques publiques (France, Belgique, Suisse et Pays-Bas). *Revue française de science politique* 55 (5-6), 835-864.
- LASCOURMES P., LE GALÈS P., (2005). *Gouverner par les instruments*. Presses de Sciences-Po, Paris.
- LAVIGNOTTE-GUERIN E., (1999). *Expertise et politiques européennes de développement local*. L'Harmattan, Paris.
- MATYJASIK N., MÉASSON L., (2007). L'évaluation entre opportunité et effet, In FAURE A., NEGRIER E., (dir.), *Les politiques publiques à l'épreuve de l'action locale. Critiques de la décentralisation*, L'Harmattan, 153-158, Paris.
- MATYJASIK N., (2013). Des évaluations de politiques publiques et des consultants. Émergence d'un champ professionnel et segmentation des rôles. *Revue française d'administration publique* 148, 907-921.
- MONNIER E., (1992). *Évaluation de l'action des pouvoirs publics 2^e éd.* Édition Economica, Paris.
- MULLER P., SUREL Y., (1998). *L'analyse des politiques publiques*. Paris, Montchrestien.
- NADEAU M.-A., (1988). *L'évaluation de programme. Théorie et pratique*. Presses de l'Université Laval, Laval, 141-165.
- NONJON M., (2005). Professionnels de la participation : savoir gérer son image militante. *Politix* 70, 89-112.
- PATTON M., (1996). *Utilization-Focused Evaluation*. Sage, Newbury Park.
- PENEFF J., (1996). Les débuts de l'observation participante ou les premiers sociologues en usine. *Sociologie du travail* 1, 25-44.
- PERRET B., (2008). *L'évaluation des politiques publiques*. La Découverte, Paris.
- SAURRUGER S., GROSSMAN E., (2006). *Les groupes d'intérêt. Action collective et stratégies de représentation*. Armand Colin, Paris.
- SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE L'ÉVALUATION, (2005). Charte de l'évaluation : Témoignages, débats et mise en œuvre des standards. *Cahier de la SFE* 1.
- SPENLEHAUER V., (1998). *L'évaluation des politiques publiques en France, avatar de la planification*. Thèse de science politique, Université Pierre Mendès-France Grenoble II.
- SPENLEHAUER V., WARIN P., (2000). L'évaluation au service des conseils régionaux. *Sociologie du travail* 42, 245-262.
- THOENIG J.-C., (1994). Savoir savant et gestion locale. *Politix* 28, 64-75.
- TOULEMONDE J., (2000). Evaluation culture(s) in Europe : Differences and Convergence between National Policies. *Vierteljahrshäfte Zur Wissenschaftsforschung* 3, 356.
- TOURMEN C., (2008). Les compétences des évaluateurs de politiques publiques. *Formation emploi* 104, 53-65.
- VARONE F., JACOB S., (2004). Institutionnalisation de l'évaluation et Nouvelle Gestion publique : un état des lieux comparatif. *Revue internationale de politique comparée* 11 (2), 271-292.